

La politique de ruines, les ruines d'une politique

LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT VUE PAR LA PRESSE DE L'OUEST

La Conférence de Genève sur la Palestine, l'anniversaire du plan Reagan pour le Proche Orient, la démission de Menachem Begin de la fonction de Premier ministre d'Israël, le redéclenchement de la guerre civile au Liban et l'ingérence militaire croissante des Etats Unis dans ce pays - tels étaient les facteurs qui ont déterminé la recrudescence de l'intérêt de la grande presse de l'Ouest pour cette région. L'impression que l'on a en lisant les dépêches des agences de presse et les commentaires publiés dans les journaux est que la politique poursuivie par Israël et son principal mécène, les Etats Unis, se trouve dans une impasse. La politique d'expansion dont un des actes a commencé en juin dernier par l'agression commise par Israël à l'égard du Liban et a culminé par le massacre des réfugiés palestiniens dans les camps de Beyrouth Ouest, a échoué. Nous sommes également les témoins d'efforts pour ouvrir, sur ces mêmes ruines, un nouvel acte de la même pièce. Cette conclusion découle de ce qu'écrivent les journaux et de ce qu'admettent les journalistes. Mais peu de gens osent le formuler à voix haute; il est encore plus difficile pour la majorité des journalistes et des médias intéressés de montrer du doigt les principaux fauteurs.

"L'initiative de paix" de Ronald Reagan: un four
Le premier anniversaire du projet de "solution pacifique de la situation au Liban et au Proche-Orient" présenté à grand renfort de publicité par le président des Etats-Unis le 1er septembre 1982 a donné lieu à divers commentaires, remarquables par leur réalisme. Gregory Nokes de l'agence AP a constaté que cette initiative a essuyé un échec flagrant. D'après l'auteur, il n'a pas été possible de résoudre les principales causes du conflit entre Arabes et Israéliens, comme le promettait Reagan, surtout parce qu'Israël a voulu ignorer les tentatives du gouvernement américain et ne s'est pas laissé convaincre à quitter rapidement le Liban et à cesser de contruire des villages sur les territoires arabes occupés. L'auteur cite des "personnalités officielles des USA" selon lesquelles le temps travaille en faveur d'Israël, car celui-ci raffermirait avec acharnement sa domination sur la rive occidentale du Jordan en élargissant ses colonies. L'espoir qu'il se retire jamais, pensent-ils, est repoussée à l'infini. L'entrée d'Israël dans

Un petit Palestinien
du camp de réfugiés
de Bnaï-al-Chamal



Beyrouth-Ouest en septembre 1982 a été un nouveau coup porté à l'accord tacite (apparemment donné aux USA) de n'en rien faire. La déclaration suivante de Reagan comme quoi cet acte d'Israël avait été provoqué par les attaques de la milice de gauche dans Beyrouth-Ouest, aurait, d'après d'autres personnalités officielles, fait beaucoup de tort à la renommée des Etats Unis dans le monde arabe, quinze jours à peine après la proclamation de l'initiative. Quelques jours après, cette intervention d'Israël a été suivie du massacre de Sabra et Chatila par les forces chrétiennes de droite, alors que les Israéliens surveillaient les abords de ces camps de réfugiés.

Le *New York Times* a publié un article d'Anthony Lewis «Le plan Reagan pour le Proche-Orient a lamentablement foiré», où il constate qu'«il est rare qu'une grande initiative présidentielle en matière de politique extérieure échoue si totalement». Il constate qu'au début de juin dernier les Israéliens savaient que les Etats Unis n'auraient pas de grandes objections contre l'aventure en préparation. A l'avis de l'auteur, c'était une grosse erreur de penser amener la Syrie à quitter le Liban en cas d'accord entre Israël et le Liban, chose que ne pouvait prendre au sérieux ceux qui avaient la moindre notion de la question du Proche-Orient. Le dernier acte de ce genre était, d'après Lewis, le veto des Etats Unis contre la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui condamnait la construction de villages israéliens sur la rive occidentale occupée du Jordan. Le roi Hussein de Jordanie que la diplomatie américaine considérait comme un important allié dans la réalisation de leurs plans avait trouvé ce veto «dangereux et revoltant».

Un voile sur la responsabilité d'Israël et des USA

De telles critiques que l'on ne peut qualifier que de virulentes sont minorité dans le flux des considérations et commentaires publiés. Jusqu'ici, elles n'ont pas reçu de réponse sérieuse de la part de ceux qui d'habitude sont les défenseurs de la politique du gouvernement américain en place. Ces critiques ont aussi leurs limites; elles constituent un appel à une autre politique des Etats-Unis, mais laissent intacts certaines questions de fond. Pourquoi les Etats-Unis soutiennent-ils de toutes leurs forces Israël qui leur cause tant de difficultés, qui en fait les ridiculise, qui a un comportement expansionniste (les commentateurs politiques de l'Ouest savent se tenir: jamais ils n'emploieraient dans ce cas le terme d'agression), qui fait échec à leurs initiatives de paix?

Quels sont les intérêts sociaux que représente cette sympathie durable? N'est-ce pas là que se cache la principale source de l'agressivité israélienne?

La réponse est claire, mais peu agréable à l'oreille de ceux que cela concerne. C'est la raison pour laquelle on trouve souvent dans les médias des tentatives de balayer le problème par une contre-attaque. Un an s'est écoulé depuis l'agression et les massacres israéliens, l'indignation s'est dissipée - l'homme a une telle propension à oublier - pourquoi ne pas essayer de rejeter la faute sur les victimes?

Ainsi raisonne Philippe Noury du *Figaro*. Il parle de l'impuissance politique des Palestiniens, de la maladresse et du fanatisme du monde arabe, de son manque d'empressément à accepter les propositions américaines, du fait qu'étant donné le caractère de l'OLP, Israël n'a d'autre choix que l'annexion. Ce monsieur du *Figaro* instille dans l'esprit du public des idées qui rappellent dangereusement les opinions des racistes sud-africains, sans parler de leur prédécesseurs à la croix gammée: étant donnée le caractère des Arabes il faut occuper leurs territoires et les civiliser.

La mort d'un mythe...

Les événements de l'année dernière ont clairement montré le non fondé du mythe disséminé par le gouvernement israélien et repris par la majorité des médias de l'Ouest: le mythe des Palestiniens, cause de tous les maux. Tel était le principal argument dont Begin et Sharon s'étaient servis pour justifier tout d'abord «l'opération limitée Paix en Galilée», quelques jours plus tard la nécessité d'élargir l'opération au-delà de la zone de sécurité originale, ensuite le blocus et le bombardement bestial de Beyrouth-Ouest, puis son occupation.

Les combattants de l'OLP ont quitté Beyrouth, les civils de Sabra et Chatila ont été assassinés. Pendant un certain temps Tel Aviv retentissait des cris de victoire: l'OLP avait reçu un coup dont elle ne se remettrait plus. Mais ni le calme ni la paix n'y ont succédé, des troubles d'une intensité croissante ont commencé à éclater. «La responsabilité des Israéliens dans ce drame est particulièrement lourde», ainsi *Le Monde* commentait-il les combats qui avaient éclaté au début de septembre. «Ils sont partis du Chouf sur la pointe des pieds, comme s'ils n'avaient aucune responsabilité dans la grave détérioration de la situation dans la montagne. Ce sont eux pourtant qui ont permis aux milices phalangistes de revenir, il y a plus d'un an, dans le Chouf. Et ce sont eux qui ont ensuite réarmé et renforcé les milices druzes pour leur permettre de s'opposer aux forces chrétiennes. L'optimisme de certains commentateurs repose sur l'espoir que le Liban reprendra son aspect d'avant l'agression israélienne: «L'opinion qui prédomine parmi les analystes est qu'on reviendra aux conditions qui existaient dans le pays pendant une bonne partie de la période qui s'étend entre 1975, lorsque la guerre civile a éclaté, et l'année dernière quand les Israéliens sont arrivés», réconforte Richard Bernstein du *New York Times Service*.

... et l'apparition d'un mythe nouveau

Tant pis si un de nos tours a été éventé nous en trouverons un autre, voilà ce que certains se sont apparemment dits et c'est ainsi qu'à la mort du mythe des méchants Palestiniens nait celui des méchants Syriens. «La Syrie détient l'atout pour la paix au Liban» affirme le titre d'un article signé Joyce R. Starr du bastion du néo-conservatisme - le Centre des études stratégiques et internationales de l'Université de Georgetown aux Etats-Unis, article paru dans l'*International Herald Tribune*. Il cite les paroles du commandant de la Force multinationale américaine au Liban selon qui la principale et plus grande menace pour le Liban est la Syrie et il critique le gouvernement des Etats-Unis pour son comportement trop amical envers la Syrie. Il constate également que la grande tension au Liban conduira, à l'avis de nombreux experts, à la guerre entre la Syrie et Israël; Israël est au courant et se tiendra prêt.

Ce n'est pas une voix isolée. Comme s'il prédisait la déclaration du Pentagone publiée quelques jours plus tard au sujet du renforcement de la présence militaire américaine au Liban qui était «un message à la Syrie», Amos Perlmutter du *New York Times* appelle aussi à une expédition punitive. Traduit en langage courant, cela signifie une tentative d'intimidation envers la Syrie qui est elle-même victime de l'agression israélienne, en même temps qu'un barrage, sur la voie d'une expansion ultérieure d'Israël. Toutes les déclarations analogues tentent de justifier et de préparer psychologiquement, après l'échec du plan Reagan, un nouveau tour dans le match dont le Liban et tout le Proche-Orient sont l'enjeu.

L'opinion politique mondiale soutient les Palestiniens

Cette préparation psychologique ne sera sans doute pas facile; l'opinion mondiale ne voudra pas se laisser mettre des lunettes déformant sa vision du principal problème du Proche-Orient. La Conférence sur la question palestinienne, tenue à l'initiative de l'ONU fin août et début septembre à Genève le prouve. Des délégations d'environ 140 pays, l'OLP, les représentants de divers organismes de l'ONU et une bonne centaine d'organisations internationales et nationales y ont pris part. La conférence était boycottée par les Etats-Unis et Israël, plusieurs Etats de l'Ouest n'y ont envoyé que des observateurs, ce qui somme toute n'a fait que confirmer leur isolement international en la matière et n'a pas réussi à diminuer la représentativité de la conférence. Celle-ci a adopté la Déclaration de Genève sur la Palestine dans laquelle les gouvernements participants établissent que la cause principale de la situation actuelle au Proche-Orient est le fait qu'Israël et ceux qui soutiennent sa politique d'expansion nient les droits inaliénables du peuple palestinien. La solution équitable de la question palestinienne est, d'après la déclaration l'élément clef pour restaurer la paix au Proche-Orient. Les droits légitimes du peuple palestinien doivent être garantis sur la base de la résolution de l'ONU du 22 novembre 1974 qui confirme le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant. La déclaration rappelle, entre autres, la nécessité d'obtenir le retrait des troupes israéliennes installées sur les territoires occupés depuis 1967, Jérusalem compris.

La conférence a également adopté un vaste programme d'action ou l'on propose à la prochaine, trente-huitième session de l'Assemblée générale de l'ONU d'organiser une Année de la Palestine en vue de mobiliser l'opinion mondiale et d'assurer le soutien à l'application de la déclaration et du programme d'action.

Ces conclusions de la conférence qui expriment le large consensus international sur un problème d'une telle importance constituent aussi un appel réitéré aux médias. On pourrait avancer comme argument la complexité et les contradictions de la situation qui admet les vues les plus diverses, on peut parler d'intérêts divers plus ou moins légitimes qui déterminent l'approche de telle ou telle rédaction. Soit. Mais il y a aussi les droits fondamentaux d'un peuple, le droit fondamental des nations à vivre dans la paix, exprimés dans les principes rappelés de nouveau par la Conférence de Genève sur la Palestine. Ces droits doivent être défendus, il faut même aider à trouver les voies conduisant à leur réalisation. Il faut aussi démasquer les tours de passe-passe de ceux qui cherchent à les saper, à les discréditer. C'est aussi à cela que l'on reconnaît le journaliste qui est à la hauteur de ses responsabilités.

R. P.

LE JOURNALISTE
DEMOCRATIQUE
NOV. 83.